

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > France > Racisme (France) > Musulmans, Arabes (racisme, France) > **Pourquoi nous manifesterons le 10 novembre contre l'islamophobie, le (...)**

Pourquoi nous manifesterons le 10 novembre contre l'islamophobie, le racisme antimusulman

dimanche 10 novembre 2019, par [CGT](#), [Génération.s](#), [LDH \(France\)](#), [LFI](#), [Lutte ouvrière](#), [NPA](#), [PCF](#), [SUD PTT](#) (Date de rédaction antérieure : 8 novembre 2019).

Nous publions ci-dessous des communiqués et déclarations d'organisations expliquant leur appel à la manifestation du 10 novembre 2019. Les signataires de cet appel sont bien plus nombreux et nous ajouterons, si possible, d'autres prises de position.

LA LDH APPELLE À MANIFESTER LE 10 NOVEMBRE CONTRE L'ISLAMOPHOBIE ET CONTRE TOUS LES RACISMES

Depuis plusieurs dizaines d'années, les musulmans vivant en France sont victimes de manifestations de racisme, qu'elles concernent la pratique de leur foi, leur apparence ou leur origine.

Assimilés au terrorisme, suspectés de ne pas adhérer aux principes de la République, les musulmans font l'objet de discriminations et de stigmatisations constantes.

Les discours de haine se répandent partout y compris au sein des responsables politiques de toute obédience qui n'hésitent plus à les attiser en instrumentalisant les principes de la République.

Ce qui s'est produit à Bayonne en est la conséquence et doit être dénoncé pour ce qu'il est : un acte raciste commis contre un édifice du culte et deux personnes parce que musulmans.

La Ligue des droits de l'Homme (LDH) appelle à rejeter cette haine et à manifester une solidarité sans réserve à l'égard de celles et ceux qui en sont les victimes.

Elle appelle à inscrire la lutte contre l'islamophobie dans la lutte contre toutes les formes de racisme.

Paris, le 4 novembre 2019

Communiqué LDH

•

<https://www.ldh-france.org/la-ldh-appelle-a-manifester-le-10-novembre-contre-lislamophobie-et-contre-tous-les-racismes/>

La lutte contre l'islamophobie comme de toute forme de racisme, d'antisémitisme et de xénophobie est un combat de toute la CGT !

Le monde du travail et les travailleurs/travailleuses n'ont rien à gagner dans les divisions, les oppositions ou le rejet de l'autre, que ce soit des travailleurs ou des citoyens entre eux, en fonction de son origine, de ses croyances, de son genre, de sa sexualité, etc.

Ce fractionnement est au contraire recherché par les défenseurs du capital qui trouvent, par ce biais, un moyen de détourner les travailleurs et travailleuses des enjeux revendicatifs en attisant les haines ou les racismes.

Il en est ainsi des propos qui se multiplient sans complexes dans les médias et l'espace public. Malgré les condamnations, leurs auteurs persistent et signent ! Les propos de haine deviennent communs. Ce qu'hier encore était qualifié de « dérapage », fait aujourd'hui parti de « propos comme les autres » pouvant irriguer le débat public... en témoigne la tribune toujours laissée à Éric Zemmour, pourtant déjà condamné.

Le choix politique du président de la République et de son gouvernement est de chasser sur les terres idéologiques de l'extrême droite française, tel le projet d'instaurer des « quotas d'immigration » - véritable tri sélectif des migrants - et de mettre en place une durée de trois mois de carence pour l'accès des migrants aux soins, via la protection universelle Maladie (Puma)...

Autant de mesures qui témoignent, s'il en était besoin, combien la recherche d'un élargissement de son électorat l'emporte sur les valeurs républicaines de fraternité, de liberté et d'humanisme.

La CGT, par la voix de son secrétaire général Philippe Martinez, est signataire d'une tribune appelant à un rassemblement et une marche le 10 novembre prochain à Paris. Comme toujours, fidèle au respect de ses engagements, la CGT participera à cette initiative.

Le combat contre l'islamophobie est un combat qui appelle à la mobilisation la plus large possible des forces de progrès, des femmes et des hommes qui les composent, dans la diversité de leurs opinions, mais dans le même partage des valeurs du « Pays des lumières » et des principes ayant concourus à l'instauration de la loi de 1905.

La CGT appelle ses militants et ses organisations en région à participer au rassemblement parisien à 13 h 00 devant la gare du Nord.

CGT, Montreuil, le 7 novembre 2019

• <https://www.cgt.fr/comm-de-presse/la-lutte-contre-lislamophobie-comme-de-toute-forme-de-racisme-dantisemitisme-et-de>

Sud PTT : Dire non à l'islamophobie, dire non au racisme

Le 11 octobre, Julien Odoul, élu du Rassemblement National, humiliait publiquement une mère qui accompagnait la classe de son fils lors d'une séance du conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté... parce qu'elle porte le voile.

Loin d'afficher clairement son soutien à cette femme victime d'une agression islamophobe le

gouvernement, en premier lieu le Ministre de l'Éducation Nationale, a préféré gloser sur "le voile qui ne [serait] pas souhaitable dans nos sociétés, car [...] pas conforme à nos valeurs". Blanquer mettait ainsi ses pas dans ceux des Républicains et des éditocrates de tout acabit, qui contribuent à entretenir un climat de plus en plus nauséabond.

Le 28 octobre à Bayonne, un ancien candidat du Front National tirait à l'arme à feu sur des fidèles d'une mosquée à laquelle il avait tenté de mettre le feu. Un attentat terroriste qui ne sera d'ailleurs pas qualifié comme tel dans les principaux médias, comme si le fait que les victimes étaient musulmanes changeaient automatiquement la nature de l'acte.

Ces faits sont symptomatiques d'une véritable offensive islamophobe. Celle-ci à évidemment à voir avec la progression des idées racistes dans notre société, mais elle vise spécifiquement les musulman·e·s en tant que tel·le·s (et particulièrement les femmes).

Cette offensive appelle, de notre point de vue, une riposte à la hauteur. La mobilisation unitaire qui se construit pour le 10 novembre est, de ce point de vue, une très bonne nouvelle. Nous ne pouvons également que nous féliciter de ce que le mouvement syndical (notamment la CGT et notre Union Syndicale Solidaires) y prenne toute sa place. Il est essentiel, en même temps qu'elle s'affirme dans la rue, que la mobilisation contre le poison islamophobe et raciste soit présente dans les entreprises.

Pas un propos, pas un acte islamophobe (comme tous les propos et actes racistes, anti-sémites, sexistes, homophobes...) ne doit être toléré dans nos boîtes. Les victimes doivent être écouté·e·s et soutenu·e·s.

La fédération Sud PTT appelle à participer massivement à la manifestation du 10 novembre à Paris, qui partira de la Gare du Nord à 13h. Faire reculer l'islamophobie et le racisme, c'est faire avancer les droits de toutes et tous.

Fédération Sud PTT

Paris le 7 novembre 2019

- <http://www.sudptt.org/Dire-non-a-l-islamophobie-dire-non-au-racisme-5220>
-

Union syndicale solidaires

Elle est cosignataire de l'appel : Le 10 novembre, à Paris, nous dirons STOP à l'islamophobie !

- <https://solidaires.org/Paris-manifestation-pour-dire-STOP-a-l-islamophobie>
-

Lutte ouvrière : Contre les campagnes antimusulmans et contre tous les racismes

Lutte ouvrière appelle à participer aux manifestations organisées le 10 novembre contre le racisme et l'islamophobie.

Depuis plusieurs mois, un concours de démagogie à fond raciste et xénophobe bat son plein dans le monde politique et médiatique, notamment sous forme d'attaques répétées contre les musulmans.

Pour faire diversion face à la montée du mécontentement social, Macron et ses ministres ont repris à leur compte une partie des thèmes de campagne et du vocabulaire du Rassemblement national, entretenant la confusion entre terrorisme, immigration, islam et la question du voile. Ils sont relayés par tous les politiciens qui, à droite et à l'extrême droite, cherchent à capter les voix de l'électorat le plus réactionnaire.

La surenchère odieuse à laquelle se livrent tous ces politiciens ne peut que renforcer les préjugés et les comportements racistes, et encourager les plus violents à passer à l'acte, comme cela a été le cas lors de l'attentat commis contre la mosquée de Bayonne. Il est indispensable de s'opposer à ces pousse-au-crime !

En participant à ces manifestations, Lutte ouvrière tient à affirmer sa solidarité avec tous ceux qui sont injustement pointés du doigt. Plus que jamais, il faut affirmer que les travailleurs, quelle que soit leur origine ou leur religion, constituent une même classe, avec les mêmes intérêts à défendre et un même combat à mener pour s'émanciper et changer la société.

COMMUNIQUÉ LO

05/11/2019

• <https://www.lutte-ouvriere.org/communiqués/contre-les-campagnes-antimusulmans-et-contre-tous-les-racismes-135576.html>

Génération.s Pourquoi nous manifesterons le 10 novembre

Nous, Génération.s, manifesterons le 10 novembre, comme nous participons à toutes les initiatives en ce sens, aux côtés des tou.te.s les citoyen.ne.s qui étouffent dans le climat actuel de violence et de rejet.

Celui-ci est instrumentalisé par le gouvernement qui chasse sur les terres de l'extrême droite et sature le débat public pour mieux dissimuler le massacre social et écologique qu'il met en œuvre en s'appuyant sur les lois liberticides relatives à l'« État d'urgence ».

Nous manifesterons parce qu'il est indispensable, aujourd'hui comme hier, de s'opposer massivement au déferlement de haine contre les musulman.es et toutes celles et ceux que l'on désigne comme tels, seule définition de l'islamophobie, et parce qu'il est temps de dire clairement que la laïcité est trop souvent scandaleusement dénaturée au profit d'un racisme décomplexé.

Comme dans toutes les actions collectives, certains de nos adversaires peuvent tenter d'instrumentaliser cette initiative. C'était le cas à la manifestation de soutien à *Charlie Hebdo*, notamment à travers la présence de chefs d'État pratiquant des politiques contraires à nos combats. Mais il fallait y être, la cause était trop importante. C'est parfois le cas dans les manifestations sociales où des groupes violents peuvent s'immiscer.

Ils ne nous feront pas céder sur notre présence et nos combats.

Parce que nous sommes universalistes et républicains, nous croyons à l'émancipation, nous

n'accepterons jamais de laisser le combat anti-raciste aux réactionnaires religieux ou thuriféraires de l'« identité », tout comme nous ne laisserons jamais le combat laïc aux xénophobes.

On peut choisir de ne rien faire, on peut choisir d'agir.

Nous défendons la loi de 1905 qui garantit la liberté de conscience, autant que nous chérissons la liberté d'expression et la critique, notamment de toutes les religions, protégeant ainsi tous les individus d'un même mouvement.

Nous serons toujours du côté celles et ceux que l'on transforme en « boucs-émissaires » pour éviter d'affronter l'injustice sociale et l'urgence écologique. Ce sont nos concitoyen.nes musulman.es qui sont aujourd'hui ciblé.es.

Génération.s fait sienne la responsabilité immense de la gauche de sortir des pièges tendus par E. Macron et ses diversions, et d'imposer enfin l'agenda social, les luttes écologistes, la question démocratique, sans rien lâcher de nos valeurs humanistes.

Le 8 novembre 2019

•

<https://www.generation-s.fr/comite/mouvement-generation-s/article/pourquoi-nous-manifesterons-le-10-novembre>

LFI : À Bayonne, la haine anti-musulmans a franchi un cap

À Bayonne, la haine anti-musulmans a franchi un cap dans la violence. On a tenté d'assassiner des personnes en raison de leur religion. Cette attaque ignoble a prouvé que la répétition des discours de défiance et de haine à l'égard des croyants d'une religion, quelle qu'elle soit, finissent par trouver une traduction dans des actes criminels.

Aucun républicain ne peut méconnaître cette réalité. Aucun républicain ne peut l'accepter. Dans la situation actuelle où la stigmatisation des musulmans continue à prendre de l'ampleur, relayée par des irresponsables politiques et des médias complaisants, la France insoumise juge que les autorités politiques de notre pays ne sont pas à la hauteur. Aucun acte fort d'unité nationale n'a été posé ni par l'exécutif, ni par l'Assemblée nationale. Nous refusons d'attendre que la haine fasse des morts pour réagir.

C'est pourquoi la France insoumise a décidé de témoigner de son engagement inébranlable pour garantir la liberté de conscience, c'est-à-dire de croire ou de ne pas croire sans être inquiété. C'est un principe de la Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen et donc un fondement de notre conception de la République auquel nul ne doit pouvoir porter atteinte.

Nous avons donc apporté son soutien au principe d'une manifestation unitaire large permettant de donner concrètement à voir que, par-delà les désaccords, il existe aussi en France un lien incassable qui peut unir notre peuple par le respect des principes proclamés par la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen. En privilégiant l'unité et en signant un appel à manifester le 10 novembre prochain, la France insoumise a choisi de s'associer comme l'ont fait de très nombreuses personnalités et organisations, de sensibilités diverses : la Ligue des Droits de l'Homme, Esther Benbassa, Yannick Jadot, Aurélie Trouvé, André Chassaigne, Benoît Hamon, Geneviève Garrigos,

Olivier Besancenot ou encore Philippe Martinez...

La France insoumise a déjà dit les raisons pour lesquelles elle n'emploie pas dans sa propre communication le terme « islamophobie ». Il y a parmi les défenseurs de la liberté de conscience une divergence sur ce point. Pour autant nous ne perdons pas de vue qu'il y a urgence face à la violence montante de la haine contre les musulmans. Face à ce climat qui voit l'ensemble de nos concitoyens musulmans ciblés par de faux défenseurs de la laïcité, la France insoumise a, en toute conscience, choisi de ne pas créer de divisions. Elle a compté sur l'intelligence de nos concitoyens pour faire la distinction entre la singularité de sa position et les compromis nécessaires pour être à la hauteur de ce moment grave qui voit la paix civile et la promesse républicaine de liberté de conscience remise en cause.

La France insoumise est un mouvement passionnément républicain. Toute son activité consiste à rendre effectifs les mots de la devise de notre pays : Liberté, Égalité, Fraternité.

Jamais la France insoumise ne renoncera à la défense de la Liberté, dont la liberté de conscience et d'expression sont les deux manifestations les plus fondamentales. Elles sont garanties par la laïcité. Nul ne doit être inquiété en raison de ses opinions religieuses ni de ses opinions « irrégieuses ».

Jamais la France insoumise ne renoncera à la défense de l'Égalité : rien de ce qui fait l'identité d'un homme ou d'une femme ne peut lui valoir d'être traité distinctement des autres citoyennes et citoyens.

Jamais la France insoumise ne renoncera à la défense de la Fraternité : il existe entre les êtres un lien d'humanité irréductible qui oblige à traiter autrui, au-delà de toute divergence, comme un semblable.

8 novembre 2019

Communiqué de presse du groupe parlementaire de La France insoumise

- <https://lafranceinsoumise.fr/2019/11/08/a-bayonne-la-haine-anti-musulman-a-franchi-un-cap/>

NPA : Pour une riposte unitaire face aux attaques islamophobes

Depuis plusieurs semaines se multiplient de nouvelles attaques racistes contre les musulmanEs : à la manœuvre l'extrême droite la plus rance, du polémiste islamophobe Éric Zemmour, plusieurs fois condamné pour incitation à la haine raciale mais récemment embauché pour une émission quotidienne par CNews (la chaîne du milliardaire Bolloré), à l' élu régional RN Julien Odoul, qui a cherché à humilier une femme voilée devant son enfant au conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté.

Le PS, LREM, voire une partie de LR, nous jouent la vertu outragée en critiquant l'attitude de Julien Odoul, mais difficile d'oublier que ce sont aussi eux qui ont propagé le virus islamophobe, notamment depuis le 11 septembre 2001, qui ont voté les lois et circulaires qui tendent à exclure systématiquement les musulmans, et surtout les musulmanes, de l'espace public, et qu'il y a seulement quelques semaines, c'est le « Printemps républicain » qui lançait des attaques islamophobes à propos des affiches de la FCPE.

Ce qu'ils reprochent en fait à Odoul, c'est davantage la forme que le fond : de dire trop crûment et dans des circonstances qui ne s'y prêteraient pas, ce que tant d'hommes politiques, d'éditorialistes et de prétendus intellectuels médiatiques, ont déclamé sur tous les tons ces dernières années... Ainsi le ministre de l'Éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, d'affirmer que le voile n'était « pas souhaitable » dans la société française : les musulmanEs ne seraient acceptables en France que s'ils se font invisibles... Quelques jours plus tôt, Christophe Castaner exposait doctement une liste de prétendus « signaux faibles » qui permettrait de reconnaître un processus de « radicalisation islamiste » comme... la barbe ou la pratique régulière de la prière ! Macron est allé plus loin encore en préconisant une « société de vigilance », dans les faits une politique de délation généralisée vis-à-vis des musulmanEs, qui a de toute évidence inspiré les auteurs du fichier de la fac de Cergy.

Cette inquiétante opération de stigmatisation n'est pas indépendante du contexte politique. Sorti carbonisé de la séquence politique ouverte par le mouvement des Gilets jaunes, Macron a décidé de jouer sur le terrain la xénophobie et de l'islamophobie. Il espère ainsi attirer à lui les électeurs de LR tentés par le vote RN, ouvrant la porte au racisme le plus décomplexé.

Le NPA condamne de la manière la plus ferme l'ensemble de ces propos tenus par l'extrême droite ou par tous les partis qui contribuent à l'instauration d'un climat d'hostilité et de suspicion, voire de haine, à l'égard des musulmanEs. Plus que jamais, nous revendiquons l'abrogation de toutes les lois et circulaires islamophobes, et appelons à une riposte unitaire de toute la gauche politique, syndicale et associative.

NPA, Montreuil, le 15 octobre 2019

- <https://npa2009.org/communiqu/pour-une-riposte-unitaire-face-aux-attaques-islamophobes>

Contre le racisme et l'islamophobie, touTEs dans la rue le 10 novembre !

L'appel à la marche « Stop à l'islamophobie » du 10 novembre (à Paris, rendez-vous 13h à Gare du Nord) est à bien des égards un tournant. Pour la première fois, un large spectre d'organisations et de personnalités ont décidé de se mobiliser, ensemble, contre les violences, la stigmatisation et les discriminations subies par les musulmanEs. Le signe d'une salutaire prise de conscience collective, malheureusement liée à un contexte particulièrement préoccupant.

Nous l'écrivions le 23 octobre [1] : « Avec leur discours sur les « signaux faibles », Macron, Castaner et compagnie ont légitimé les positions les plus radicalement islamophobes et les amalgames les plus délétères. Au vu de la liste des signaux faibles (voile, barbe, djellaba, nourriture halal, etc.), un trait d'égalité a en effet été tracé entre musulman pieux et individu « radicalisé » et, partant, entre musulman et personne « radicalisable ». » Nous ne savions pas alors que, quelques jours plus tard, un ex-candidat du Front national passerait à l'acte en tirant sur des fidèles musulmans devant une mosquée qu'il avait l'intention d'incendier... Un passage à l'acte qui n'a rien d'un coup de tonnerre dans un ciel serein, mais qui n'est rien d'autre que l'expression de la « radicalisation » des islamophobes en tout genre, facilitée, voire encouragée par les plus hauts sommets de l'État.

La responsabilité de Macron

La déferlante islamophobe à laquelle nous assistons depuis plusieurs semaines est en effet une étape supplémentaire dans le développement des discours et des politiques stigmatisantes et discriminatoires à l'égard des musulmanEs, jetés en pâture dans le débat public et rendus responsables de tous les maux. Le choix d'Emmanuel Macron d'accorder un entretien à l'hebdomadaire d'extrême droite Valeurs actuelles est à cet égard éloquent, véritable appel du pied même pas dissimulé aux franges les plus réactionnaires et racistes de la société. A fortiori lorsque

l'on se résout à ouvrir ledit magazine et que l'on y découvre, entre autres, que Macron fait sienne la théorie complotiste de la fachosphère concernant « l'affaire » du conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté... Le président de la République explique ainsi doctement, et sans aucune preuve, que la mère d'élève qui a été humiliée par un conseiller RN lui intimant de sortir en raison de son voile, aurait « coincé » ledit conseiller et qu'elle serait « plus proche des milieux de l'islam politique qu'on ne le croyait ».

Une théorie venue de l'extrême droite et largement démentie depuis, qui inverse la charge de la culpabilité dans cette « affaire », et qui s'inscrit en réalité dans un discours rabâché depuis de longues, longues années : si les musulmanEs sont stigmatisés, voire violentés, c'est parce qu'ils et elles le cherchent, dans le cadre d'une stratégie de victimisation. Et lorsque certains musulmanEs « innocents » sont pris pour cible, la cause se trouverait du côté de « l'islamisme » et non de l'islamophobie. Exactement le type de raisonnement que l'on a pu entendre sur les plateaux de chaînes d'information le soir de l'attentat contre la mosquée de Bayonne, avec des « débats » glissant plus ou moins brutalement vers la question du « communautarisme »...

Une riposte large, unitaire et déterminée

Dans un tel contexte, une riposte large et unitaire était indispensable, qui commence à se dessiner avec la marche du 10 novembre, dont l'importance est proportionnelle au déchaînement de haine qu'elle suscite du côté de la droite et de l'extrême droite, mais aussi de nombre de défenseurs auto-proclamés d'une « laïcité » transformée en arme de discrimination massive contre les musulmanEs. Les pressions sont fortes sur certaines des personnalités et organisations signataires, de La France insoumise à Philippe Martinez en passant par la FSU et Génération.s, que l'on traite allègrement de « collabos de l'islamisme » sous prétexte qu'ils ont fait le choix de signer un appel à se mobiliser au côté des premierEs concernéEs et de plusieurs collectifs luttant de longue date contre l'islamophobie, comme le CCIF ou la plateforme L.E.S. Musulmans.

Pour contre-balancer ces pressions, il faut faire de la journée du 10 novembre un succès et une démonstration de force. Une démonstration d'unité face à une violente offensive raciste, de solidarité avec les populations qui en sont victimes, et de refus de se laisser entraîner sur le terrain de la haine et des divisions face à un gouvernement dont les politiques visent l'ensemble des salariéEs, des classes populaires et des jeunes. Sans toutefois tomber dans la rhétorique de la « diversion », qui voudrait que la lutte contre l'islamophobie soit un piège qui nous détournerait de la « véritable » lutte des classes. La lutte contre l'islamophobie, comme la lutte contre tous les racismes, est au cœur de la lutte des classes, et elle doit être une tâche essentielle pour tous ceux et toutes celles qui, aujourd'hui, veulent en finir avec toutes les politiques antisociales du pouvoir. La contre-offensive antiraciste est en effet non seulement nécessaire pour faire cesser les discriminations et les violences, mais elle participe en outre pleinement de l'unification et du renforcement de notre camp social, indispensables pour infliger une défaite globale à Macron et son monde.

Julien Salingue

1.« Faire front face à la nouvelle offensive islamophobe » (voir ci-dessus).

•

<https://npa2009.org/actualite/politique/contre-le-racisme-et-lislamophobie-toutes-dans-la-rue-le-10-novembre>

PCF : Contre le racisme, pour la République

Un climat pestilentiel et menaçant s'installe en France. Des appels ignobles contre nos concitoyens de confession ou culture musulmanes, ou supposés tels, n'ont cessé de s'accumuler.

Le racisme est toujours un appel au meurtre. L'attentat commis le 28 octobre, par un militant d'extrême droite, contre la mosquée de Bayonne, est un signal d'alarme. Hier, des Juifs avaient eux-mêmes été les cibles de tueurs animés par la haine de l'Autre.

Peu avant, deux élus d'extrême droite de la région Bourgogne-Franche-Comté s'en étaient pris à une mère de famille portant le voile. Dans le même temps, les stigmatisations de mères musulmanes accompagnatrices de sorties scolaires se sont multipliées. Et les tags racistes maculent diverses mosquées.

Voilà même que l'on suggère, dans des discours publics, l'épuration ethnique de notre pays, et l'un des auteurs de cette haine s'exprime quotidiennement sur une chaîne d'information en continu.

Il est grand temps de prendre la mesure de la menace : plusieurs centaines de militants d'extrême droite sont actuellement fichés « s » et ils représentent un sérieux danger pour notre pays. Toutes les enquêtes démontrent qu'ils ont la volonté de commettre des exactions contre des élus, des personnalités ou locaux politiques, des imams, des musulmans ou des juifs.

Le président de la République porte une lourde responsabilité dans cette dérive qui défigure la France héritière des Lumières, de la Révolution française, des combats pour la République de l'égalité et de la fraternité.

Pour détourner les Français de l'exaspération que suscite la politique de son gouvernement, il a ainsi désigné « l'immigration » comme le problème actuel des « classes populaires ». Reprenant les mots de l'extrême droite, il n'a pas hésité à assimiler « fait migratoire » et « fait religieux ». Sous prétexte de lutter contre le terrorisme intégriste, il est allé jusqu'à en appeler à une « société de vigilance », au risque de donner naissance à une société de la suspicion généralisée, voire de la délation.

En amalgamant, comme il le fait, immigration, droit d'asile, islam, intégrisme et terrorisme, Monsieur Macron contribue à une dérive porteuse d'affrontements communautaristes, de violence.

Il devient d'une extrême urgence de dire « Stop » !

Ce ne sont pas l'immigration ou les musulmans qui menacent notre pays dans sa cohésion. Ce sont l'austérité, le chômage et la précarité, les fins de mois difficiles d'une majorité de Français, les dévastations incessantes de l'environnement, la remise en cause du droit à la retraite et de la solidarité entre les générations, la casse des services publics, le creusement des inégalités territoriales, le déchirement de notre tissu industriel, les discriminations à l'encontre des jeunes et des habitants des quartiers populaires, les attaques contre les droits des femmes et des personnes LGBTI, le recul de la démocratie.

Ce qui ronge la France comme un cancer, c'est un capitalisme prédateur, qui menace l'avenir des humains autant que celui de la planète
Hommes et femmes de gauche, démocrates et républicains, il nous appartient de nous lever pour le

dire toutes et tous ensemble.

Des manifestations contre le racisme se préparent dans toute la France, et à Paris le 10 novembre « Le 10 novembre, à Paris, nous dirons STOP à l'islamophobie ! ». D'autres rassemblements seront appelés « Pour la République, pour la laïcité, contre le racisme ».

Ils doivent être l'occasion de nous opposer massivement au racisme antimusulman, à l'antisémitisme, à toutes les manifestations de discrimination, à toutes les incitations à la haine religieuse. De réaffirmer les principes de la République, qui ne reconnaît que des citoyens égaux en droits, quelles que soient leurs origines, la couleur de leur peau, leurs croyances, leurs genres et leurs orientations sexuelles. De défendre la laïcité contre toutes les attaques dont elle fait l'objet, car loin d'opposer les citoyens et les citoyennes, elle est la condition de l'émancipation de chacune et chacun. De dire que c'est dans la conquête de la justice sociale et d'une citoyenneté profondément renouvelée que notre peuple renouera avec son histoire et refondera le vivre-ensemble.

C'est pour défendre ces objectifs, que le Parti communiste français appelle à manifester partout en France.

Déclaration du PCF

7 novembre 2019

- http://www.pcf.fr/actualite_contre_le_racisme_pour_la_r_publicue_d_claration_du_pcf
-